

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères/commerce - Déclaration
de M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, à son arrivée
(Bruxelles, 22 mai 2018)**

Bonjour, voilà une journée importante après celle des leaders à Sofia la semaine dernière. Nous nous réunissons avec les collègues ministres du commerce et je crois que c'est l'occasion de montrer à travers l'ordre du jour, l'agenda que nous allons traiter aujourd'hui : une Europe qui au sein du monde continue à construire un certain nombre de partenariats, notamment économiques, avec des zones qui partagent des valeurs similaires, notamment un attachement au multilatéralisme. Je pense à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande puisqu'il y aura aujourd'hui la discussion et l'adoption des mandats de négociation.

Ce sont d'ailleurs des Etats avec lesquels nous sommes tout à fait en phase s'agissant de la refonte du multilatéralisme en matière commerciale et nous aurons à travailler avec eux, avec le Japon, avec le Canada pour revitaliser l'OMC car nous allons évidemment parler du suivi de la ministérielle de Buenos Aires sur l'OMC, faire en sorte que cette institution puisse peut-être fonctionner avec des règles qui permettent d'avoir des résultats. Parce que force est de constater qu'aujourd'hui, il y a un certain nombre d'insuffisances en termes de résultats, en matière à la fois de législation issue de l'OMC et à la fois en terme de jurisprudence car, vous le savez, l'organe de règlement des différends est en voie d'être bloqué.

C'est ce qui m'amène d'ailleurs à nos relations transatlantiques, à la relation de l'Union européenne avec les Etats-Unis puisqu'ils évoquent un certain nombre d'insuffisances de l'institution, qu'ils n'arrivent pas à répondre à des sujets comme les subventions distorsives, comme les surcapacités, etc., et donc, nous partageons ce constat. Mais la réponse apportée par les Etats-Unis qui se caractérise par toujours plus d'unilatéralisme n'est à notre sens pas la bonne réponse. Il faut plus de multilatéralisme et pas moins pour apporter des réponses efficaces.

S'agissant de cette relation transatlantique, clairement l'Union européenne, la France et les Etats-Unis sont des alliés, il suffit de regarder encore une fois il y a quelques semaines le fait que les troupes françaises, britanniques et américaines ont agi de concert pour détruire une partie de l'arsenal chimique syrien donc il n'y a pas d'ambiguïté là-dessus, nous sommes des alliés mais nous ne sommes pas des vassaux.

Cela veut dire qu'il y a aujourd'hui un moment de vérité pour l'Union européenne, tout simplement celui d'affirmer sa souveraineté en matière économique et commerciale et donc cela passe par le fait que nous pouvons, nous devons commercer où nous voulons, quand nous voulons et avec qui nous voulons.

Cela renvoie évidemment à la problématique de l'Iran mais nous avons également, vous le savez, un sujet de préoccupation qui est la demande d'exemption totale, illimitée et permanente des droits de douane sur l'acier et l'aluminium. Les leaders européens l'ont dit à Sofia la semaine dernière, il y a le souhait que cette exemption soit totale, illimitée et permanente comme je l'ai dit, et à ce moment-là, si les Etats-Unis prennent cette décision, ce qui signifierait qu'ils donnent du contenu à cette notion d'alliés, à ce moment-là, il y a un agenda positif qui peut se dessiner. Mais maintenant la balle est dans le camp des Etats-Unis et en attendant, l'Europe est au travail aujourd'hui et on le voit à travers l'agenda et l'ordre du jour très dense, elle a non seulement du pain sur la planche mais aussi de formidables opportunités de par le vaste monde.

Q - Qu'est-ce que vous pouvez faire pour éviter cette mise en vigueur des sanctions douanières des Etats-Unis ?

R - Ecouter, expliquer, parler, dialoguer toujours jusqu'au 1er juin. C'est ce que nous ne cessons de faire à tous les niveaux, à travers les Etats membres et, vous le savez, le président de la République l'a dit au président Trump lors de sa visite d'Etat. La Commission le fait, Cécilia Malmström s'entretient très régulièrement également avec ses homologues. Expliquer inlassablement parce que le fait de s'engager dans ce qui pourrait conduire à une guerre commerciale n'est jamais la bonne réponse.

Vous savez, des droits de douane supplémentaires, les Etats-Unis en ont déjà mis par exemple sur la production de bois canadien. Ce que m'expliquait le Premier ministre Justin Trudeau, c'est qu'au final, ce sont les consommateurs américains qui ont payé. Donc nous, nous disons que ce n'est pas la bonne solution et donc si le président Trump ne veut pas pénaliser les consommateurs américains et ne veut pas pénaliser les flux économiques mondiaux eh bien il faut s'en tenir à cette exemption permanente.

Q - Les Allemands veulent pousser pour ne pas riposter tout de suite s'il y a des droits de douane au 1er juin. Quelle est la position de la France là-dessus ?

R - À chaque jour suffit sa peine, nous verrons quelle sera la décision prise le 1er juin mais dans tous les cas, nous nous préparons, la Commission européenne se prépare, vous avez vu qu'une liste de produits pouvant être frappés a été publiée au Journal officiel de l'Union, a été notifiée à l'OMC. Nous agissons toujours dans le cadre multilatéral en respectant les règles de l'OMC et puis nous aurons à prendre des mesures de sauvegarde car il est hors de question que l'Europe accueille un certain nombre de flux d'acier et d'aluminium qui étaient destinés à d'autres zones et qui inondent le marché européen et donc, là encore, nous nous mettons en position de se faire respecter et de ne pas être le déversoir de surcapacités mondiales.

Q - Êtes-vous favorable à une discussion sur les droits de douane industriels avec les Etats-Unis ?

R - Je vous renvoie sur ce point-là à ce qui a été adopté à Sofia. Il y a un agenda positif qui se

dessine, cet agenda positif, il renvoie d'une part à des sujets énergétiques, il renvoie à un travail pour rendre efficiente l'OMC, il renvoie également à des discussions pour améliorer l'accès réciproque, j'insiste sur la réciprocité car c'est la base de tout, des différents marchés et effectivement le terme industriel est évoqué, mais j'insiste ce sont des discussions pas des négociations, il n'y a pas de mandat à adopter. Des discussions, on dialogue, on voit les sujets qui se posent aux uns et aux autres. J'attire votre attention que cet agenda positif, il n'a de sens que dès lors que les Etats-Unis auront adopté cette exemption permanente, illimitée, donc rendez-vous le 1er juin, à très bientôt./.